

Avant le second tour

Poussée historique du FN, en tête dans six régions dont celle dite « du Grand-Est »... Exit le bipartisme. La Gauche en chute libre, paie quatre années de pouvoir. Les analystes répètent les mots de « colère » et d'« exaspération », sans aller plus loin.

«**L**e choc ». Le même mot est à « la lune » du *Figaro* et de *L'Humanité* du lundi 7 décembre. La veille, liesse dans les quartiers généraux du FN qui s'affirme comme « le premier parti de France ». Marine Le Pen exulte et parle d'un « résultat magnifique ». Sa nièce Marion Maréchal Le Pen rayonne. A vingt-six ans, elle pourrait être élue à la présidence de la PACA. Morne soirée pour les autres protagonistes des élections régionales. Nicolas Sarkozy annonce la règle « ni retrait ni fusion » (1). Il évoque « un message qu'il faut entendre », celui de « l'exaspération des Français ». Selon lui, « un tel niveau de désarroi, d'inquiétude et de colère » est un mouvement inédit. Nathalie Kosciusko Morizet reprend la thématique. Elle constate « une immense colère des Français ». Valérie Pécresse se félicite du score de sa liste en Île-de-France et promet que sa victoire au second tour mettra un terme à dix-sept ans de règne de la Gauche.

Lourd silence au PS. La débâcle dévastée la rue de Solferino. Manuel Valls qui ne laisse jamais à personne le soin de commenter les consultations électorales, ne s'exprime pas. Stéphane Le Foll, porte-parole du gouvernement, en appelle au « rassemblement » et assure que « la Gauche représente plus de 36 % des voix », qu'elle « peut remporter plusieurs régions » et qu'elle est « le premier parti de France ». Assez tardivement, le premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis fait une déclaration pour indiquer que les candidats socialistes du Nord-Pas-de-Calais et de la PACA vont se retirer pour contribuer au « barrage républicain ». Silence sur le candidat du PS de l'ALCA. Ce n'est que le lendemain que sera connue la « rébellion » de Jean-Pierre Masseret, arrivé en troisième position derrière Florian Philippot et Philippe Richert, qui refuse la consigne du bureau national du PS (2).

ANice, Christian Estrosi fulmine. A seize points derrière le FN, il joue au « défenseur de la République ». Il se réclame de ses convictions gaullistes et prend le ton d'un Harlem Désir pour dénoncer « les amalgames ». Il affirme que la région PACA ne sera pas « le laboratoire de l'extrémisme ». La poussée du FN constitue, selon lui, « une des plus graves menaces de notre histoire politique ». La « dramatisation » est de mise à Droite. Sarkozy laisse entendre que des « désordres » pourraient survenir dans les régions. Cambadélis ne se prive pas de poser la Gauche en modèle de la défense républicaine. Le même prétendait que la déchéance de la nationalité n'était pas une idée de gauche, mais il ne dit rien du projet de son camarade Michel Sapin d'instituer et de rémunérer la délation fiscale. Faire barrage au FN. A Lille, Martine Aubry tient à dire l'importance des enjeux. Sur le plateau de LCI, un certain Carlos Da Silva, premier secrétaire de la Fédération PS de l'Essonne, en rajoute, avec allusions transparentes aux manifestations contre « le mariage pour tous » et aux « fachos ». En se gardant bien de critiquer le programme écono-

mique de Marine Le Pen qui semble inspiré par Jean-Luc Mélenchon. Le lendemain, Laurent Joffrin signe un éditorial dans *Libération*. Il écrit : « Angoissante depuis des années, la marée lepéniste atteint désormais un niveau qui fait peur ». Et de conclure : « Tout républicain doit comprendre que le pire est devant lui. Et tout faire pour l'éviter. (3) » Joffrin, chantre de l'esprit de résistance...

Silence sur le proche avenir. Comment répondre à la « colère » et à l'« exaspération » des Français ? Alain Juppé recommande le sang-froid. Sarkozy est un peu seul à dire que les Français espèrent « voir les choses changer » dans leur pays et que « la République ne recule plus ». Est-ce suffisant pour entamer une reconquête et rétablir la confiance des Français, ébranlée par les insuffisances du pouvoir manifestées par les tueries du vendredi 13 novembre dernier ? Personne ne se hasarde à en dire plus. Mais de quoi s'agit-il donc ? A l'évidence de la sanction des insuffisances et des échecs gouvernementaux. Une explosion de colère suscitée par l'immobilisme et la surdité de la classe politique. L'expression d'une grave crise de confiance. Pourquoi le dissimuler ? Le journaliste Alexis Brézet a-t-il tort de qualifier ce mouvement d'« insurrection républicaine » (4) ?

Autre question. Comment « gérer » le tripartisme qui revient à l'ordre du jour ? Le nouveau paysage politique qui s'annonce, prescrit de réviser les discours et de revoir les règles du jeu, de se préparer aux tumultes et aux ruptures d'équilibre. De 1958 à 2012, la V^e République a fonctionné sur l'affrontement binaire entre la majorité présidentielle et l'opposition. Les institutions mises en place par Michel Debré étaient taillées sur mesure pour De Gaulle, lequel s'était prononcé « contre le jeu des partis ». Diverses mesures avaient largement éliminé le « Centre », le MRP, les indépendants et les radicaux qui avaient dominé la vie politique de la IV^e République, avec plus ou moins de bonheur. Seuls Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre avaient tenté d'échapper à la bipolarisation en adoptant un positionnement « centriste » de 1976 à 1981. Dès 1985, ils y étaient revenus.

Disciple de Mitterrand, François Hollande n'a jamais caché qu'il appréciait la rondeur et la rouerie en politique. Le voici récompensé. Le tripartisme, destiné à déstabiliser la Droite, arrive. Il est dans la logique de l'antisarkozysme qui a été le grand programme de son élection à la présidence. L'expression d'une insigne courte-vue. Celle du bonimenteur, prêt à récidiver...

A la veille du scrutin, Hollande, toujours en campagne, s'est mis en scène, genre qu'il adore. Le rebond de popularité inattendu lui a donné des ailes. Il s'est montré, sans vergogne, sur le porte-avion Charles De Gaulle, croisant en Méditerranée, le vendredi 4. La posture du « chef de guerre » dans un pays où la « monarchie de guerre » a certains effets sur l'opinion. Les Français aiment les coups de menton. Ils apprécient que soit exalté le « rôle de la

France » sur la scène mondiale. Hollande s'est appliqué à se hisser parmi les « grands », se montrant avec Barack H. Obama, avec Angela Merkel, avec David Cameron, avec Vladimir Poutine qu'il tutoie désormais. Assomption poursuivie avec le conclave de la COP 21 réuni au Bourget où il s'est présenté comme l'ardent sauveur de la planète.

Dans le même temps, lors d'un meeting tenu le jeudi 3 décembre au soir, Valls a lancé de fermes propos. Avec une seule cible : le FN déclaré « ennemi public numéro un ». Avec allusion aux imprécations de Pierre Gattaz et de *La Voix du Nord* contre le programme économique de Marine Le Pen. Exit la « menace terroriste » et « l'union nationale »...

Le rebond éphémère de Hollande et de Valls s'est dissipé. Le FN a fait plus qu'une percée, avec des scores de plus de 40% dans certaines villes du Nord, comme Calais, jadis bastions socialistes, semant la panique dans la classe politique. Le PS perd des plumes par paquets. Il ne peut espérer conserver que trois régions, dont la Bretagne avec Jean-Yves Le Drian. Le Foll a beau dire que le rassemblement de la Gauche en fait toujours le premier parti de France. Pierre Laurent, les communistes et le Front de Gauche, Nathalie Arthaud et Lutte Ouvrière, veulent-ils le rassemblement ? Rien n'est moins sûr. La Gauche est en petits morceaux, chacun crispé sur son discours et ses certitudes. Son imagination est tarie, elle ne sait plus que relancer les offensives du laïcisme sectaire, continuer à « déconstruire », notamment la famille et à se faire la championne de la transgression. Surtout, elle n'a plus le vent en poupe et peine à comprendre le monde qui s'installe depuis le 11 septembre.

Retenir le propos, empreint de justesse, d'Olivier Duhamel : « La déchirure idéologique est extrêmement profonde à gauche » (5). La Gauche d'Emmanuel Macron d'un côté, celle de Jean-Luc Mélenchon de l'autre, sans compter les ateliers radicaux et les chapelles vertes partagées entre les camarades de Cécile Duflot, d'Emmanuelle Cosse et ceux de François de Rugy. La Gauche est en très mauvaise santé. « La Gauche peut mourir ». En évoquant la possible présence de Marine Le Pen au second tour de l'élection présidentielle de 2017, Valls le déclarait le 14 juin 2014. Ajoutant : « Nous sentons bien que nous sommes arrivés au bout de quelque chose, au bout peut-être même d'un cycle historique pour notre parti ».

Alain Finkielkraut constate : « La modernité ayant destitué l'au-delà au bénéfice de l'ici-bas et la prouesse guerrière réservée à quelques-uns au profit de l'universelle persévérance vitale, on peut dire qu'elle est essentiellement de gauche ou qu'elle est la gauche en action. Moderne est en effet le renversement de la morale aristocratique et de la morale chrétienne par le prosaïsme plébéen. La droite, après bien des tribulations, a fini par se rallier à ce « si-

nistrisme » originel. Tournant le dos à la nostalgie, elle s'affirme désormais plus apte que la gauche à marier la justice avec le progrès et à conduire ainsi la marche vers le futur (6) ».

Finkielkraut ajoute : « Au moment où le paradigme moderne entre dans une crise peut-être terminale, la gauche s'identifie à ce qu'il y a de plus inquiétant : la constitution, dans les démocraties occidentales, d'un sujet désaffilié, désoriginisé, déterritorisé, libre de toute dépendance et de toute détermination, hors du sol, hors sexe, hors histoire, un pur touriste, en somme. Elle ne se donne plus pour tâche de fonder une véritable communauté humaine : elle bénit, au nom des droits individuels, la dissolution progressive des communautés et des appartenances ».

Par complexe d'infériorité, mimétisme ou opportunisme, la Droite s'est souvent laissée aller à imiter la Gauche. Elle serait malvenue de suivre le même mouvement. L'alternance ne peut se réduire au simple changement d'étiquette et d'équipe dirigeante. Il faut un cap, des principes, des convictions et des engagements clairs. D'autant que demeurent les pesantes réalités. La France est un pays « à l'identité malheureuse » (7), rongé par le doute et l'insécurité, affaibli et maintenu en perte de vitesse par un lit de Procuste, par les trente-cinq heures, les privilèges de la fonction publique et les retraites les plus longues comparées à celles des Allemands et des Américains. La France fait mine d'être une grande puissance, mais elle doit quémander des munitions aux Américains pour pouvoir continuer à effectuer ses frappes en Syrie. Sa dette abyssale, le dirigisme et le fiscalisme entravent ses énergies. Le chômage ne relève pas de la fatalité, mais d'un cancer dont la rémission ne saurait résulter de procédures bureaucratiques et de primes. Pas plus que ne l'est la précarité qui condamne les jeunes, y compris les diplômés, à rester chez leurs parents après six ou huit années d'études, contrairement à Tanguy, le héros malheureux du film d'Etienne Chatiliez qui choisit son sort par peur du monde extérieur.

Le second tour constitue la dernière consultation électorale avant la présidentielle de 2017. L'abstention n'est donc pas de mise. La démocratie, c'est la libre expression des citoyens. Le moment de réclamer clarté, cohérence et volonté.

Charles Haegen

(1) Ligne approuvée le 7 décembre par le bureau politique, contestée par Nathalie Kosciusko Morizet et Jean-Pierre Raffarin.

(2) Alors que des élus socialistes locaux – Mathieu Klein, Roland Ries et Dominique Gros – et l'ancienne ministre Aurélie Fillipetti lui demandent publiquement de se dé-sister.

(3) *Libération*, 7 décembre 2015.

(4) *Le Figaro*, 7 décembre 2015.

(5) Sur LCI, 6 décembre 2015.

(6) *La seule exactitude*, Stock, Paris, 2015.

(7) L'expression est le titre d'un livre de Finkielkraut, Stock, Paris, 2013.